



UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

UIT-T

SECTEUR DE LA NORMALISATION
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
DE L'UIT

A.5

(01/98)

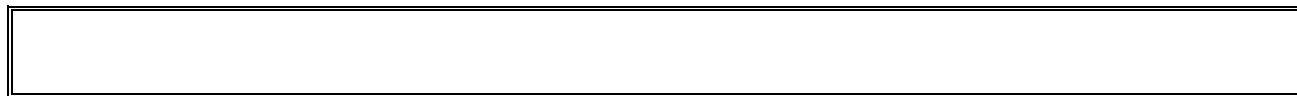
SÉRIE A: ORGANISATION DU TRAVAIL DE L'UIT-T

**Procédures génériques applicables à l'inclusion
dans les Recommandations de l'UIT-T de
références à des documents d'autres
organisations**

Recommandation UIT-T A.5

(Antérieurement Recommandation du CCITT)

RECOMMANDATIONS UIT-T DE LA SÉRIE A
ORGANISATION DU TRAVAIL DE L'UIT-T



Pour plus de détails, voir la Liste des Recommandations de l'UIT-T.

RECOMMANDATION UIT-T A.5

PROCEDURES GENERIQUES APPLICABLES A L'INCLUSION DANS LES RECOMMANDATIONS DE L'UIT-T DE REFERENCES A DES DOCUMENTS D'AUTRES ORGANISATIONS

Résumé

On trouvera dans la présente Recommandation des procédures génériques applicables à l'inclusion dans les Recommandations de l'UIT-T de références à des documents d'autres organisations. Le domaine d'application est indiqué au paragraphe 1, et les procédures sont exposées en détail dans les paragraphes 2 et 3. L'Annexe A donne des renseignements propres à une organisation. Les versions futures de la présente Recommandation devraient comporter des annexes contenant des renseignements sur d'autres organisations.

L'Appendice I contient le format de présentation des décisions des Commissions d'études aux fins de référence.

Source

La Recommandation UIT-T A.5, élaborée par le groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (1997-2000) de l'UIT-T, a été approuvée le 21 janvier 1998 selon la procédure définie dans la Résolution n° 1 de la CMNT.

AVANT-PROPOS

L'UIT (Union internationale des télécommunications) est une institution spécialisée des Nations Unies dans le domaine des télécommunications. L'UIT-T (Secteur de la normalisation des télécommunications) est un organe permanent de l'UIT. Il est chargé de l'étude des questions techniques, d'exploitation et de tarification, et émet à ce sujet des Recommandations en vue de la normalisation des télécommunications à l'échelle mondiale.

La Conférence mondiale de normalisation des télécommunications (CMNT), qui se réunit tous les quatre ans, détermine les thèmes d'études à traiter par les Commissions d'études de l'UIT-T lesquelles élaborent en retour des Recommandations sur ces thèmes.

L'approbation des Recommandations par les Membres de l'UIT-T s'effectue selon la procédure définie dans la Résolution n° 1 de la CMNT.

Dans certains secteurs de la technologie de l'information qui correspondent à la sphère de compétence de l'UIT-T, les normes nécessaires se préparent en collaboration avec l'ISO et la CEI.

NOTE

Dans la présente Recommandation, l'expression "Administration" est utilisée pour désigner de façon abrégée aussi bien une administration de télécommunications qu'une exploitation reconnue.

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'UIT attire l'attention sur la possibilité que l'application ou la mise en œuvre de la présente Recommandation puisse donner lieu à l'utilisation d'un droit de propriété intellectuelle. L'UIT ne prend pas position en ce qui concerne l'existence, la validité ou l'applicabilité des droits de propriété intellectuelle, qu'ils soient revendiqués par un Membre de l'UIT ou par une tierce partie étrangère à la procédure d'élaboration des Recommandations.

A la date d'approbation de la présente Recommandation, l'UIT n'avait pas été avisée de l'existence d'une propriété intellectuelle protégée par des brevets à acquérir pour mettre en œuvre la présente Recommandation. Toutefois, comme il ne s'agit peut-être pas de renseignements les plus récents, il est vivement recommandé aux responsables de la mise en œuvre de consulter la base de données des brevets du TSB.

© UIT 1998

Droits de reproduction réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ni utilisée sous quelque forme que ce soit et par aucun procédé, électronique ou mécanique, y compris la photocopie et les microfilms, sans l'accord écrit de l'UIT.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
1 Domaine d'application.....	1
2 Procédures génériques applicables à l'inclusion dans les Recommandations de l'UIT-T de références à des documents d'autres organisations.....	1
3 Habilitation de l'organisation citée en référence	2
Annexe A – Renseignements propres aux documents ISOC/IETF.....	3
Appendice I – Format de présentation des décisions des Commissions d'études.....	4

Recommandation A.5

PROCEDURES GENERIQUES APPLICABLES A L'INCLUSION DANS LES RECOMMANDATIONS DE L'UIT-T DE REFERENCES A DES DOCUMENTS D'AUTRES ORGANISATIONS

(Genève, 1998)

1 Domaine d'application

On trouvera dans la présente Recommandation des procédures génériques applicables à l'inclusion dans les Recommandations de l'UIT-T de références à des documents d'autres organisations. Le domaine d'application est indiqué au paragraphe 1, et les procédures sont exposées en détail aux paragraphes 2 et 3. L'Annexe A donne des renseignements propres à une organisation. Les versions futures de la présente Recommandation devraient comporter des annexes contenant des renseignements relatifs à d'autres organisations. L'Appendice I contient le format de présentation des décisions des Commissions d'études aux fins de référence.

NOTE – Ces procédures génériques ne s'appliquent pas aux références à des normes émanant de l'ISO et de la CEI. Ces références peuvent être faites depuis longtemps et les modalités en restent inchangées.

2 Procédures génériques applicables à l'inclusion dans les Recommandations de l'UIT-T de références à des documents d'autres organisations

2.1 Un membre d'une Commission d'études de l'UIT-T juge nécessaire de faire une référence donnée (normative ou informative) à un document d'une autre organisation (désignée dans ce qui suit par "organisation citée en référence") dans un projet de Recommandation donné.

NOTE – Par "document", on entend tout texte (norme, Recommandation, spécification, accord de mise en œuvre, etc.) d'une autre organisation (forum/consortium, organisation de normalisation, etc.).

2.2 Le membre soumet une contribution à la Commission d'études dans laquelle il donne les renseignements comme indiqué plus loin. Il est préférable d'utiliser le format de l'Appendice I (on trouvera dans l'Annexe A des détails relatifs à l'ISOC/IETF. Les versions futures de la présente Recommandation devraient comporter des annexes contenant des renseignements relatifs à d'autres organisations).

2.2.1 Une description claire du document qu'il souhaite citer en référence (type, titre, numéro, version, date, etc.).

2.2.2 Type de référence (normative ou informative).

NOTE – Citer en référence un document non encore approuvé par l'organisation citée en référence risque de prêter à confusion; une référence normative doit donc se limiter à des documents approuvés. En cas d'absolue nécessité, une référence informative à un document non encore approuvé peut être faite dans la bibliographie de la Recommandation.

2.2.3 Justification de la référence particulière, avec indication de la raison pour laquelle l'insertion du texte intégral dans la Recommandation n'est pas appropriée.

2.2.4 Renseignements à jour, le cas échéant, sur les droits de propriété intellectuelle (brevets, droits d'auteur, marques déposées).

2.2.5 Autres renseignements qui pourraient être utiles pour décrire la "Qualité" du document (par exemple depuis quand il existe, s'il a été utilisé pour la réalisation de produits, si les prescriptions de conformité sont claires, si la spécification est facile à obtenir et largement diffusée).

2.2.6 Le stade d'élaboration ou le degré de stabilité du document.

2.2.7 Le rapport entre le document et d'autres documents existants ou en gestation.

2.2.8 L'identification d'éventuelles références figurant dans le texte cité en référence.

2.2.9 L'habilitation de l'organisation citée en référence (conformément au paragraphe 3).

2.2.10 Une copie intégrale du document existant. Aucun reformatage n'est nécessaire.

2.3 La Commission d'études évalue les renseignements qui précèdent et en tire des conclusions, sur la base du processus habituel de consensus. Si elle décide de faire référence au document, toute référence que celui-ci contient à d'autres documents devra être examinée. La décision de la Commission d'études doit être consignée dans le rapport de la réunion à l'aide du format indiqué dans l'Appendice I.

2.4 Dès que possible, à la demande de la Commission d'études, le TSB doit demander à l'organisation citée en référence une déclaration écrite aux termes de laquelle celle-ci approuve l'utilisation comme référence dans les Recommandations de l'UIT-T, du document ou de la série de documents concernés. Il est aussi possible d'utiliser une déclaration écrite préalable. Si l'organisation citée en référence ne donne pas cette déclaration ou n'en accuse pas réception, la référence n'est pas faite.

2.5 Si la Commission d'études décide de faire la référence, celle-ci doit être insérée avec le texte standard figurant au 2.9 de l'Appendice I/A.3 et la note dont le texte suit doit être ajoutée: "NOTE – La référence à un document figurant dans la présente Recommandation ne donne pas à ce document en tant que tel le statut d'une Recommandation".

NOTE – Dans le cas de textes établis conjointement par l'UIT-T et le JTC 1 de l'ISO/CEI, il est reconnu que la Recommandation A.23 s'applique (voir 6.6 de l'Appendice II/A.23).

3 Habilitation de l'organisation citée en référence

Pour garantir une qualité constante des Recommandations de l'UIT-T, il est non seulement nécessaire d'évaluer le document proposé pour référence, mais également de vérifier si l'organisation citée en référence correspond aux critères suivants:

3.1 Il convient d'appliquer les mêmes critères d'habilitation que ceux qui sont déjà appliqués au processus de communication entre les forums et consortiums et l'UIT-T; ces critères sont explicités aux points 1 à 6 de l'Annexe A/A.4. Si l'organisation citée en référence a déjà été habilitée aux fins de communication avec l'UIT-T conformément à la Recommandation A.4, l'évaluation n'a pas à être refaite et seule une indication du résultat doit être donnée.

3.2 En outre, l'organisation citée en référence doit avoir une procédure de publication et d'actualisation régulière (c'est-à-dire de confirmation, de révision, de suppression, etc.) des documents qu'elle produit.

3.3 L'organisation citée en référence doit aussi avoir une procédure de suivi des modifications des documents, et un système de numérotation des documents clair et sans ambiguïté. Il faut notamment voir s'il existe un élément qui permet de distinguer les mises à jour d'un document de ses versions antérieures.

ANNEXE A

Renseignements propres aux documents ISOC/IETF

Les documents de la Société Internet (ISOC) du groupe d'étude sur l'ingénierie Internet (IETF, *internet engineering task force*) sont dénommés appels à commentaire (RFC, *requests for comment*). Les renseignements à inclure dans la contribution du Membre de l'UIT, selon le format de l'Appendice I, comprennent:

- 1 Une description claire des appels à commentaire (document normatif ou non, titre, numéro, version, date, etc.).
- 2 Type de référence (normative ou informative).
- 3 Justification de la référence particulière aux appels à commentaire.
- 4 Renseignements à jour, le cas échéant, sur les droits de propriété intellectuelle (certains renseignements peuvent être disponibles dans les archives pertinentes de l'IETF à l'adresse <ftp://ds.internic.net/ietf/IPR>).
- 5/6 Le stade d'élaboration et la "qualité", c'est-à-dire:
 - i) pour un document ayant trait à une norme, préciser s'il s'agit:
 - **des règles de l'art actuelles**
(définit des questions de procédures et d'exploitation; est considéré comme la manière recommandée d'exécuter telle ou telle fonction; n'est pas nécessaire pour décrire la pratique actuelle réelle)
 - **d'une proposition de norme**
(stable et bien comprise; implémentation réelle souhaitable mais pas nécessaire; pas de défaut technique connu; considérée comme immature)
 - **d'un projet de norme**
(il existe au moins deux implémentations indépendantes et capables d'interfonctionner et une expérience opérationnelle réussie; s'il existe des droits de propriété intellectuelle, les implémentations indépendantes doivent être basées sur au moins deux processus distincts d'octroi de licence; considéré comme une spécification stable et finale)
 - **d'une norme Internet**
(implémentation significative et expérience opérationnelle réussie)
 - ii) pour un document n'ayant pas trait à une norme, préciser son caractère:
 - **Informatif**, ou
 - **Expérimental**
- 7 Relation avec d'autres documents existants ou en gestation.
- 8 Toutes références contenues dans le texte cité en référence.
- 9 Habilitation de l'ISOC/IETF:
 - 9.1/9.6 Décisions du Conseil de l'UIT d'admettre l'ISOC à participer aux travaux du Secteur (juin 1995 et juin 1996).
 - 9.7 Le Groupe directeur sur l'ingénierie Internet (IESG) est responsable de la tenue à jour régulière des appels à commentaire s'il y a lieu. Les commentaires à leur sujet et les modifications correspondantes sont pris en compte dans le cadre de la procédure de normalisation existante.

- 9.8** Chaque révision d'appels à commentaire donnée porte un numéro de RFC différent, pour éviter toute confusion. Tous les RFC restent toujours disponibles en ligne. On en trouvera un index, avec indication de leur statut dans les archives de l'IETF, à l'adresse <ftp://ds.internic.net/rfc/rfc-index.txt>.
- 10** Autres: si la Commission d'études décide de faire référence aux RFC, cette référence doit toujours être faite par le numéro de RFC (et non au moyen d'une autre désignation comme STD, BCP, etc.). Il convient de ne pas faire référence à des documents appelés "Projets Internet" ou à des RFC classés comme "historiques".

APPENDICE I

Format de présentation des décisions des Commissions d'études

Les décisions des Commissions d'études, pour ce qui est des références, doivent être consignées dans le rapport de la réunion selon le format ci-après:

- 1** Description claire du document
(type, titre, numéro, version, date, etc.)
- 2** Type de référence
(normative ou informative)
- 3** Justification de la référence
(y compris pourquoi le texte intégral n'a pas à figurer dans la Recommandation)
- 4** Renseignements à jour, le cas échéant, sur les droits de propriété intellectuelle
(brevets, droits d'auteur, marques déposées)
- 5** Autres renseignements utiles décrivant la "Qualité" du document
(par exemple depuis quand il existe, si des produits ont été réalisés à l'aide de ce document, si les prescriptions de conformité sont claires, si la spécification est facile à obtenir et largement diffusée)
- 6** Le degré de stabilité ou le stade d'élaboration du document.
- 7** Le rapport entre le document et d'autres documents existants ou en gestation.
- 8** L'identification d'éventuelles références figurant dans le texte cité en référence.
- 9** L'habilitation de l'organisation citée en référence:
(si l'organisation citée en référence a déjà été habilitée aux fins de communication avec l'UIT-T selon les critères figurant dans l'Annexe A/A.4, une indication de ce résultat doit être donnée et seules doivent figurer les rubriques supplémentaires 9.7 et 9.8)
 - 9.1** Objectifs
 - 9.2** Organisation: statut juridique et secrétariat
 - 9.3** Composition
 - 9.4** Domaine d'intérêt technique
 - 9.5** Politique en matière de droits de propriété intellectuelle
 - 9.6** Méthodes et procédures de travail
 - 9.7** Processus de publication et de tenue à jour des documents

9.8 Processus de suivi des modifications des documents

10 Autres
(pour tout renseignement supplémentaire).

SERIES DES RECOMMANDATIONS UIT-T

Série A	Organisation du travail de l'UIT-T
Série B	Moyens d'expression: définitions, symboles, classification
Série C	Statistiques générales des télécommunications
Série D	Principes généraux de tarification
Série E	Exploitation générale du réseau, service téléphonique, exploitation des services et facteurs humains
Série F	Services de télécommunication non téléphoniques
Série G	Systèmes et supports de transmission, systèmes et réseaux numériques
Série H	Systèmes audiovisuels et multimédias
Série I	Réseau numérique à intégration de services
Série J	Transmission des signaux radiophoniques, télévisuels et autres signaux multimédias
Série K	Protection contre les perturbations
Série L	Construction, installation et protection des câbles et autres éléments des installations extérieures
Série M	RGT et maintenance des réseaux: systèmes de transmission, de télégraphie, de télécopie, circuits téléphoniques et circuits loués internationaux
Série N	Maintenance: circuits internationaux de transmission radiophonique et télévisuelle
Série O	Spécifications des appareils de mesure
Série P	Qualité de transmission téléphonique, installations téléphoniques et réseaux locaux
Série Q	Commutation et signalisation
Série R	Transmission télégraphique
Série S	Equipements terminaux de télégraphie
Série T	Terminaux des services télématiques
Série U	Commutation télégraphique
Série V	Communications de données sur le réseau téléphonique
Série X	Réseaux pour données et communication entre systèmes ouverts
Série Z	Langages de programmation